

Troisième degré :

les emplois des agents correspondant aux fonctions SW1 et SW2 de la carrière du personnel scientifique, visées à l'arrêté royal précité du 25 février 2008 ainsi que les emplois correspondant à des fonctions des classes A1 et A2 et les grades appartenant au niveau B visés par l'arrêté royal précité du 30 avril 1999;

Quatrième degré :

les grades du niveau C visés par l'arrêté royal précité du 30 avril 1999;

Cinquième degré :

les grades du niveau D visés par l'arrêté royal précité du 30 avril 1999.

Art. 2. L'arrêté royal du 14 septembre 1995 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles dans ses attributions, qui constituent un même degré de la hiérarchie, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2008.

Art. 4. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Politique scientifique,
Mme S. LARUELLE

Derde trap :

de betrekkingen van de ambtenaren overeenstemmend met de functies van de klassen SW1 en SW2 van de loopbaan van het wetenschappelijk personeel bedoeld door het voornoemde koninklijk besluit van 25 februari 2008 alsook de betrekkingen die overeenkomen met de functies van de klassen A1 en A2 en de graden van niveau B bedoeld door het voornoemde koninklijk besluit van 30 april 1999;

Vierde trap :

de graden van niveau C bedoeld door het voornoemde koninklijk besluit van 30 april 1999;

Vijfde trap :

de graden van niveau D bedoeld door het voornoemde koninklijk besluit van 30 april 1999.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 14 september 1995 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in de bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren der federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden behoren, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2008.

Art. 4. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Mevr. S. LARUELLE

AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS
ET DES PRODUITS DE SANTE

F. 2009 — 3917

[C — 2009/18489]

24 NOVEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'article 1^{er}*bis* de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public

RAPPORT AU ROI

Le présent arrêté, qui est soumis à la signature de Votre Majesté, fixe pour 5 ans le nombre maximum d'officines pharmaceutiques ouvertes au public.

La Belgique compte actuellement 5 229 pharmacies avec une moyenne d'une pharmacie par 2 040 habitants. Avec une telle concentration, la Belgique possède l'un des réseaux les plus denses en Europe.

Le « moratoire » actuel relatif aux officines ouvertes au public a été institué le 8 décembre 1999 pour un délai de dix ans. Au cours de ces dix années, la concentration de pharmacies a reculé pour passer d'une pharmacie par environ 1 900 habitants à une pharmacie par 2.040 habitants. Le « moratoire » produit donc de l'effet, mais ce processus se déroule de manière très progressive.

La concentration actuelle est encore largement supérieure au nombre maximum de pharmacies à autoriser, conformément à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 25 septembre 1974. Ce maximum a été instauré, afin d'assurer dans un souci de protection de la santé publique, dans toutes les régions du pays, un approvisionnement en médicaments qui soit adéquat, efficace et régulier. Le « moratoire », compte tenu également des autres critères de dispersion, fait en sorte que les officines puissent générer un chiffre d'affaires suffisamment élevé afin de pouvoir répondre aux missions de service public. Ce système permet en effet aux pharmacies de générer suffisamment de revenus pour investir dans la qualité des soins. Cela comprend entre autres qu'elles disposent des instruments et appareils nécessaires pour pouvoir faire de manière qualitative les préparations prescrites par les médecins, d'un stock suffisant de médicaments essentiels de manière à ce que ceux-ci puissent être délivrés immédiatement, de suffisamment de personnel pour pouvoir fournir aux patients les informations et le conseil nécessaires, etc...

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN
EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

N. 2009 — 3917

[C — 2009/18489]

24 NOVEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 1*bis* van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken

VERSLAG AAN DE KONING

Dit besluit, dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, legt voor 5 jaar het maximum voor het publiek opengestelde apotheken vast.

België telt momenteel 5 229 apotheken met een gemiddelde van één apotheek per 2 040 inwoners. Hiermee bezit België één van de dichtste netwerken in Europa.

Het huidige « moratorium » inzake apotheken opengesteld voor het publiek werd ingesteld op 8 december 1999, voor een termijn van tien jaar. In de loop van deze tien jaar is de concentratie van apotheken verlaagd van één apotheek voor ongeveer 1 900 inwoners, tot één apotheek voor 2 040 inwoners. Het « moratorium » sorteert bijgevolg effect doch dit proces verloopt zeer geleidelijk.

De huidige concentratie bevindt zich nog ruim boven het maximaal toe te laten aantal apothekers zoals bepaald overeenkomstig artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 25 september 1974. Dit maximum werd ingesteld ten einde ter bescherming van de volksgezondheid in alle streken van het land een adequate, doeltreffende en regelmatige geneesmiddelenvoorziening te verzekeren. Het « moratorium » zorgt in samenhang met de overige spreidingscriteria ervoor dat de officina's voldoende omzet kunnen genereren om aan de publieke dienstverleningsopdrachten te voldoen. Dit systeem zorgt er namelijk voor dat de apotheken voldoende inkomsten kunnen genereren om te investeren in de kwaliteit van de zorgverstrekking. Dit houdt onder meer in dat zij beschikken over de noodzakelijke grondstoffen, instrumenten en toestellen om op kwalitatieve manier de bereidingen te kunnen aanmaken die artsen voorschrijven, over een voldoende voorraad van essentiële geneesmiddelen zodat die onmiddellijk kunnen afgeleverd worden, over voldoende personeel om de nodige informatie en begeleiding aan de patiënten te kunnen verstrekken etc...

La durée du moratoire est fixée à 5 ans. Ce délai offre au marché d'une part suffisamment de sécurité pour permettre des investissements et permet d'autre part de réévaluer à moyen terme la nécessité du moratoire.

Le « moratoire » peut constituer une restriction à la liberté d'établissement garantie par l'article 43 du Traité CE parce qu'il peut gêner ou rendre moins attrayant l'accès au marché belge. La restriction possible de la liberté d'établissement est cependant justifiée par les considérations impérieuses d'intérêt général mentionnées ci-dessus visant à protéger la santé publique. Le « moratoire » constitue l'instrument adéquat pour garantir la réalisation de l'objectif poursuivi. En fixant le nombre maximum d'officines, la consolidation souhaitée dans le marché des officines est encouragée directement dans le but d'assurer un approvisionnement sûr de la population en médicaments de qualité. Cette mesure sans discrimination sur la base de la nationalité, ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Ainsi, elle ne subordonne pas l'entrée d'un opérateur économique d'un autre Etat membre à la délivrance d'une autorisation préalable, ni ne réserve l'exercice de cette activité à certains opérateurs économiques.

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

24 NOVEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, notamment l'article 4, § 3, 1°, alinéa 6, remplacé par la loi du 13 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, notamment l'article 1^{er}bis, inséré par l'arrêté royal du 18 octobre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 8 décembre 1999;

Vu l'avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives, en ce qui concerne les critères qui visent à organiser une répartition des officines pharmaceutiques, donné le 27 août et le 9 septembre 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 17 septembre 2009

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 5 octobre 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 47.350/3, donné le 17 novembre 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, inséré par l'arrêté royal du 18 octobre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pendant une période de quinze ans prenant cours au 8 décembre 1999, le nombre maximum d'officines pharmaceutiques ouvertes au public est égal au nombre d'officines pour lesquelles une autorisation a été délivrée à cette date.

A ce nombre, il faut ajouter le nombre d'autorisations accordées sur la base des demandes introduites avant le 8 décembre 1994.

Ce nombre est diminué du nombre d'officines qui sont fermées définitivement, sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 15^{sexies} »;

De duurtijd voor het moratorium wordt bepaald op 5 jaar. Deze termijn biedt de markt enerzijds voldoende zekerheid om investeringen toe te laten en laat anderzijds toe om de noodzaak van het moratorium te herevalueren op middellange termijn.

Het « moratorium » kan een beperking vormen op de door artikel 43 EG-Verdrag gewaarborgde vrijheid van vestiging doordat het de toetreding op de Belgische markt kan belemmeren of minder aantrekkelijk maken. De mogelijke beperking van de vrijheid van vestiging wordt evenwel gerechtvaardigd door de bovenvermelde dwingende overwegingen van algemeen belang ter bescherming van de volksgezondheid. Het « moratorium » is het geschikte instrument om de verwezenlijking van het nagestreefde doel te waarborgen. Door het maximum aantal apotheken vast te leggen, wordt de gewenste consolidatie binnen de markt van apotheken direct aangemoedigd met als doel, een veilige en kwalitatief hoogstaande geneesmiddelenvoorziening van de bevolking te waarborgen. Deze maatregel zonder discriminatie op grond van nationaliteit, gaat niet verder dan noodzakelijk is om dat doel te bereiken. Zo stelt het de toetreding van een marktdeelnemer uit een andere lidstaat niet afhankelijk van de afgifte van een voorafgaande vergunning noch houdt het de uitoefening van deze activiteit voor aan bepaalde marktdeelnemers.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

24 NOVEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 1bis van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonderheid artikel 4, § 3, 1°, 6e lid, vervangen bij de wet van 13 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, inzonderheid artikel 1bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 18 oktober 1994 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 december 1999;

Gelet op het advies van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties, betreffende de criteria die erop zijn gericht een spreiding van de apotheken te organiseren, verstrekt op 27 augustus en 9 september 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 17 september 2009;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 5 oktober 2009;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 47.350/3, gegeven op 17 november 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1bis van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het maximum aantal voor het publiek opengestelde apotheken is, voor een periode van vijftien jaar welke ingaat op 8 december 1999, gelijk aan het aantal apotheken waarvoor op die datum een vergunning is verleend.

Dit aantal wordt verhoogd met het aantal vergunningen die worden verleend op basis van aanvragen die werden ingediend vóór 8 december 1994.

Dit aantal wordt verlaagd met het aantal apotheken die definitief gesloten zijn, onverminderd de eventuele toepassing van artikel 15^{sexies}. »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pendant la période qui prend cours au 8 décembre 1999 et qui expire le 8 décembre 2014, aucune demande et aucun renouvellement de demande d'autorisation visant l'ouverture d'une officine ouverte au public ne peuvent être introduites, à l'exception des demandes qui pourraient être introduits pour des raisons de santé publique, sur la base de l'article 15^{sexies}. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 décembre 2009.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Gedurende de periode die ingaat op 8 december 1999 en die eindigt op 8 december 2014, kunnen er geen aanvragen of hernieuwde aanvragen tot vergunning voor de opening van een voor het publiek opengestelde apotheek worden ingediend, behalve de aanvragen die zouden kunnen worden ingediend, om redenen van volksgezondheid, op basis van artikel 15^{sexies}. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 8 december 2009.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

F. 2009 — 3918

[C - 2009/18499]

23 NOVEMBRE 2009. — Arrêté ministériel portant désignation du délégué du Ministre tel que visé à l'article 9 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 9, modifié par les lois des 21 juin 1983, 27 avril 2005 et 1^{er} mai 2006,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application de l'article 9 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, ainsi que de ses arrêtés d'exécution, l'administrateur général de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé est le délégué du Ministre.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 2009.

Mme L. ONKELINX

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

N. 2009 — 3918

[C - 2009/18499]

23 NOVEMBER 2009. — Ministerieel besluit tot aanduiding van de gemachtigde van de Minister bedoeld in artikel 9 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid artikel 9, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1983, 27 april 2005 en 1 mei 2006,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 9 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, evenals van diens uitvoeringsbesluiten, is de gemachtigde van de Minister, de Administrateur-generaal van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 23 november 2009.

Mevr. L. ONKELINX

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2009 — 3919

[2009/205478]

30 OKTOBER 2009. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende vaststelling van de wijze waarop toegang wordt verleend tot het Grootchalig Referentie Bestand (GRB), de voorwaarden voor het gebruik van de in het GRB opgenomen grootchalige referentiegegevens en de vergoedingen die verschuldigd zijn voor de toegang tot het GRB

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 16 april 2004 houdende het Grootchalig Referentie Bestand (GRB), artikelen 16 en 20;

Gelet op het besluit van 20 mei 2005 houdende de vaststelling van de toegang tot het GRB en de voorwaarden voor het gebruik van de in het GRB opgenomen grootchalige referentiegegevens, voor wat betreft de deelnemers aan GIS-Vlaanderen en de netbeheerders van fysieke leidingnetten;

Gelet op het advies van de GRB-Raad, gegeven op 6 oktober 2008;

Gelet op het voorstel van de stuurgroep GIS-Vlaanderen, gedaan op 18 februari 2009;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 5 juni 2009;